

Notices sur quelques journaux valaisans projetés de 1679 à 1839

Depuis 1839, où parut le premier journal politique valaisan, *L'Echo des Alpes*, quarante-deux feuilles ont vu le jour¹. De ces dernières, combien en existe-t-il encore ? Combien d'autres n'ont eu qu'une durée éphémère ? L'une d'entre elles, *La Voix du Rhône*, a battu tous les records de brièveté, par son seul et unique numéro paru².

A côté de ces journaux politiques, près de quarante-cinq périodiques embrassant la littérature, l'histoire, les sciences, l'instruction publique et l'agriculture, complètent le nombre respectable d'imprimés relatifs à la vie intellectuelle et économique de notre canton.

¹ Cf. Leo Meyer, *Die periodischen Walliser Drucksachen im XIX Jahrhundert fortgeführt bis 1907*, dans *Journal de statistique suisse*, 1908, pp. 511-512 ; — Léon Imhoff, *Chronologie des journaux politiques valaisans*, dans *Annales Valaisannes*, 1940, pp. 57-58, et *Bibliographie de la Presse Suisse-Valais*, manuscrit, 1943.

² Cet exemplaire de la *Voix du Rhône*, dont le seul numéro a paru le 31 août 1844, se trouve relié à la suite de la *Gazette du Simplon* de 1844, dans la collection de ce journal à la Bibliothèque cantonale du Valais à Sion.

La Voix du Rhône a été imprimée à Sion, chez Etienne Ganiot. Le tirage de ce numéro se monta à 600 exemplaires suivant une note de l'imprimeur en notre possession.

Louis Courthion³, Pie Philippona⁴, Jules-Bernard Bertrand⁵, Gaspard Valette⁶, Leo Meyer⁷, Gustave Oggier⁸ et Philippe Farquet⁹ ont retracé l'historique de ces périodiques et journaux. Il y a cependant encore une autre catégorie de périodiques, celle des journaux projetés et annoncés, que diverses circonstances ont empêché de paraître. Peu connus, et pour cause, ils n'en méritent pas moins une mention dans l'histoire de la presse valaisanne.

I

Un projet d'impression d' „Ordinari-Post-Zeitung“ en 1679 à Sion

De tout temps, l'homme fut avide de connaître ce qui se passait autour de lui. C'est ainsi que naquirent, à l'époque romaine, ces courriers ou émissaires qui parcouraient les villes et les pays en répandant les nouvelles et les principaux faits d'actualité. Plus tard, les troubadours, les marchands et les soldats colportèrent les nouvelles, créant ainsi un véritable service d'information ou de gazettes vivantes. L'invention de l'imprimerie supprime ces moyens primitifs et remplace, sommairement au début, ces courriers ambulants par des feuilles volantes, précurseurs de nos journaux.

La première feuille d'information paraît en 1525 à Venise. Une autre feuille, sous forme de petite brochure de douze pages, intitulée *Zeitung*, dont certains numéros datent de 1575, sort des presses de l'imprimeur strasbourgeois Johan Carolus, feuilles découvertes à la Bibliothèque Univer-

³ Louis Courthion, *Histoire de la presse valaisanne*, dans *Wissen und Leben*, 1911, pp. 846-856, et 1912, pp. 43-56 et 133-141.

⁴ Pie Philippona, *Histoire de la presse valaisanne*, dans *Le Livre des Editeurs des Journaux suisses*, Zurich, 1925, p. 92.

⁵ J.-B. Bertrand, *Au berceau de la presse valaisanne*, dans *Annales Valaisannes*, 1931, pp. 33-41 ; *Le centenaire de la presse valaisanne*, dans le *Confédéré*, 1939, N° 53 ; *Au berceau du Confédéré*, dans le *Confédéré*, 1941, N° du 80^e anniversaire ; *Il y a cent ans, Preamble et conséquence d'un feuilleton*, dans le *Confédéré*, 1943, Nos 49-50.

⁶ Gaspard Vallette, *Coup d'œil sur le développement de la presse politique dans la Suisse romande*, dans *La Presse Suisse*, Berne, 1896, pp. 63-116.

⁷ Leo Meyer, *op. cit.*, pp. 504-512.

⁸ Gustave Oggier, *Die Buchdruckerkunst in Sitten bis zum Anfang des XIX Jahrhunderts*, dans *Blätter aus der Walliser Geschichte*, t. II, pp. 247-252.

⁹ Philippe Farquet, *La presse valaisanne il y a cent ans*, dans le *Nouvelliste Valaisan*, N° du 30^e anniversaire, 17 novembre 1932.

LA VOIX DU RHONE,

JOURNAL DU VALAIS.

PRIX D'ABONNEMENT.

Pour le canton, jusqu'en Janvier, 3 fr. de Suisse; pour la Suisse, 5 francs, pour l'étranger, 6 fr.

PRIX D'INSERTION.

Pour une annonce de quatre lignes et au-dessous, cinq bats — Pour une annonce au-dessus de quatre lignes, un bat le ligne.

Le *Voix du Rhone* paraît provisoirement le samedi. On l'abonne à Suva, à B. Beau du Journal, et dans tous les bureaux de postes.

CANTON DU VALAIS.

Nous savons que le public attend avec impatience la publication d'un journal qui défende les doctrines d'ordre, confonde la calomnie dévoile les coupables projets contre la nation et qui avertisse le peuple de tout ce qui peut l'intéresser. Cette tâche est ardue; elle n'est pas sans danger, mais elle est honorable, elle est utile au pays, cela nous suffit pour l'entreprendre. Nous ne tenons pas un long prospectus, ni une longue profession de principes, nous les résumons en ces deux mots: *Dieu et patrie*. Cette devise fut et sera toujours celle des amis du peuple; pour qu'elle renferme tout ce qu'on doit faire, et tout ce qu'on doit connaître et aimer. La est le devoir et l'honneur. D'ailleurs la marche de notre journal ne tardera pas de faire connaître à nos lecteurs qui nous sommes et ce que nous voulons.

Chaque fois que le journalisme a perdu de vue ces deux objets, ou qu'il a cru pouvoir les diviser, il est devenu un fléau pour la société, une école d'immoralité pour les peuples et un agent de séditions et de troubles. Sa mission alors n'est plus de créer et d'encourager des institutions utiles, il ne s'occupe qu'à combattre celles qui existent et à démolir l'édifice social. Si quelquefois il laisse tomber de sa plume de fiel des protestations hypocrites d'obéissance aux lois de l'état, il se montre le plus fidèle admirateur des rebelles de tous les pays, il justifie tous leurs actes, il les accompagne de toutes ses sympathies, il les accueille, quelle que soit leur lâcheté, comme des héros, il blâme la justice qui les châtie, quels que soient néanmoins leurs torts. Des que le journalisme croit s'émanciper de ces principes et qu'il ne comprend plus que là se trouvent la base et le fon-

dement de tout ordre politique, alors il erre sans boussole sur une mer semée d'écueils, sa polémique n'est plus qu'une declamation passionnée, qu'un véritable pathos et qu'une longue série d'inconsequences, de contradictions et d'absurdités.

C'est pour les avoir oubliés que certains journaux, n'écouteront plus que la voix des passions, se sont efforcés de les étonner dans leurs lecteurs, en poignait comme une servitude les devoirs sacrés de la subordination aux lois de l'Eglise, et en appelant sur la tête des ministres d'une religion consolante la vengeance des peuples égarés par leurs calomnies. Ils ont compris comme nous que tant que le peuple sera religieux, il repoussera tout attentat contre les gouvernements et n'emploiera que des voies légales pour remédier aux abus du pouvoir. Vous les voyez ces journaux, malgré les démentis solennels qu'on leur adresse chaque jour, persister à signaler des faits qui jamais n'existeront, à dénaturer par d'indignes commentaires des actes purement légitimes, à controuver des anecdotes scandaleuses, à peindre avec les couleurs de l'exagération et de la mauvaie foi, des actions qui méritent à peine le plus léger blâme, à fouiller jusque dans l'intérieur des foyers domestiques pour y puiser quelques traits de satire, à descendre dans le cabinet et jusque dans la conscience de l'homme de bien, pour lui prêter des intentions criminelles et de coupables arrière-pensées. Est-il un sentiment généreux qu'ils n'aient tenté de flétrir par la calomnie, une doctrine salutaire qu'ils n'aient combattue, un acte de rébellion qu'ils n'aient justifié? Nous en appelons à ce que ces journaux ont dit en faveur de certaines associations de notre pays, en justification des spoliations des couvens d'Argovie contre les événements de mai dernier, etc., etc. Aussi, disons-le franchement, la lecture de ces journaux a déjà porté chez nous

FEUILLETON DE LA VOIX DU RHONE.

L'EMPIRE DU MAROC.

REPORTS. — TEGHAR. — GETHA. — TANGER. — ABILLIA. — LARACHE.

Peu de temps après la prise par son établissement d'Alger, la France était exposée à ressentir le mauvais vouloir de ce vaste empire musulman, qui pour ainsi dire, obéissait à son caprice de décadence depuis un siècle, sans appeler l'attention de l'Europe. Deux fois déjà, en 1451 et en 1455, sa conduite agressive avait nécessité des représentations qui furent portées à la cour de Fz par le comte de Moray et par le baron de Harcourt. Il s'est élevé maintenant un troisième conflit beaucoup plus grave, et dont on ne saurait déterminer l'issue.

Lors même que ce nouveau conflit n'entraînerait pas une guerre longue et sérieuse, tout le monde à compta que désormais la France avait un intérêt immédiat à surveiller le Maroc, à le connaître, à s'emparer de ses ressources, de son organisation, de son état politique et religieux. C'est dans ce but que nous avons rédigé ce travail, en résumant les livres de voyages les plus récents ou les plus accrédités, en consultant des personnes qui ont parcouru le pays et des relations encore inédites. Nous donnons le résultat d'une comparaison attentive de tous ces documents qui étaient fort nombreux, et que nous avons contrôlés les uns par les autres pour en deduire le véritable état des lieux et des choses.

Nous voulons commencer d'abord, et c'est l'ordre naturel, par une description générale des quatre provinces qui forment l'empire du Maroc, et par un exposé de son gouvernement, et de ses mœurs et des populations diverses qui habitent ses vastes provinces. Mais l'entrée qui s'attache en ce moment aux opérations navales de l'empire français, et l'attaque toute récente du prince de Joinville contre Tanger, nous engageait à publier immédiatement la description des villes maritimes du Maroc, les détails que nous avons recueillis sur les côtes et les ports de cet empire, en nous attachant à ce qui concerne leurs fortifications et les moyens de les attaquer.

Depuis le cap Milone, frontière de l'Algérie, le Maroc a cent lieues de côtes sur la Méditerranée et le détroit de Gibraltar, et plus de deux cents lieues sur l'Océan, depuis le cap Spartel jusqu'au cap Agouloum, dans la région du Sous-el-Agry, qui confine au Grand-Désert. A l'exception de Tanger et de Tetouan, tous les points maritimes des côtes de la Méditerranée appartiennent à l'Espagne. Ces points sont Melilla et les îles Zapharinas, vers l'embouchure du Malouia, près la limite des possessions françaises; Alhucemas, Velas de la Gometra et enfin Ceuta. Ceuta, situé entre Tetouan et Tanger, vis-à-vis de Gibraltar, est une ville de six à sept mille âmes, occupée une proviille assez étendue, parsemée de plantations et de beaux jardins. Ceuta est parfaitement fortifiée, bien armée et toujours entretenu dans un bon état de défense. Elle est pourvue d'un double port, l'un au nord, l'autre au sud, ce qui permet aux vaisseaux de s'abriter contre tous les vents. La presqu'île et le quartier de Ceuta sont fort semblables à la position de Gibraltar. Le détroit n'a que quatre lieues de large entre ces deux villes. Dans un temps calme, on entend distinctement le canon de l'une à l'autre.

Tetouan, à douze lieues, au sud de Ceuta. C'est une ville de 15 à 18,000 habitants fort forte, mais pourtant plus belle, plus industrieuse et plus importante que Tanger. Elle est le consul européen ont résidé à Tetouan, séjour beaucoup plus agréable. Le gouvernement les a transférés à Tanger, pour satisfaire la jalousie des maures de Tetouan, qui ne supportaient qu'avec peine l'aspect du luxe européen, et s'indignaient surtout de voir passer auprès d'eux des chrétiens sans avoir le droit de les approuver ou de les insulter. On compte à Tetouan treize mosquées servies par une grande multitude de taléas, de fakirs et de santonis, que nous appelons en Algérie mirabouteurs.

La campagne des environs est verdoyante et magnifique; elle rappelle jusqu'à un certain point celle de Valence et de Grenade; on y voit des forêts d'orangers. Les oranges de Tetouan sont, comme celles de Bileah, d'une qualité fine et supérieure; on en exporte une immense quantité à Gibraltar et à Malaga, d'où elles sont expédiées pour les ports de France et d'Italie. Le sultan possède une maison de campagne avec un très vaste jardin auprès de la ville, où l'on voit aussi plusieurs autres maisons de campagne à la mauresque, semblables à celles des environs d'Alger.

Tetouan est fortifiée à l'antique par une ceinture de murailles à créneaux, flan-

sitaire d'Heidelberg¹⁰. Ces deux publications précédèrent de près d'un siècle la fondation de la fameuse *Gazette de France*, doyenne des journaux (1631)¹¹.

Un nouveau moyen d'échange entre les pays et les gens se créa par le service postal régulier, au fur et à mesure que le commerce se développait et qu'augmentait le nombre des personnes lettrées. Au début du XVII^e siècle, des services de diligences, exploités par des entrepreneurs privés, assuraient avec les pays limitrophes et entre les villes le transport des voyageurs, des lettres et des messageries¹².

En Suisse, les premières feuilles importées des pays environnants sont introduites à cette époque et trouvent tout de suite des imitateurs.

Imprimées au format in 4° avec quatre pages de texte, elles portaient des titres expressifs de leur origine, c'est-à-dire de leur relation avec le nouveau mode de transmission, le service postal.

C'est ainsi qu'elles s'intitulaient : *Post-Ordinari-Zeitung*, *Extra-Ordinari-Post-Zeitung*, *Zeitung-Post*, puis *Mittwoch und Samstag-Zeitung*. Les éditions françaises paraissaient sous le nom de *Gazette*, de *Nouvelles de divers endroits*, de *Nouvelles tout court*, ou de *Nouvelles politiques*. Tous ces périodiques, qui reproduisaient principalement les nouvelles étrangères, se colportaient et se vendaient de ville en ville dans les foires et les marchés, dans les lieux publics et sur la rue.

C'est à Bâle que la première de ces feuilles, l'*Ordinari-Wochen-Zeitung*, voit le jour, en 1610 ou 1611¹³, sortant de l'officine de l'imprimeur Jean Schröter, originaire de Schleusingen près d'Erfurt. Elle est remplacée, en 1682, par la *Basler-Mittwoch und Samstag-Zeitung* (1682-1796)¹⁴.

Vers la même époque, trois imprimeurs lancent des périodiques analogues à Zurich. Une *Extra-Ordinari-Wochen-Zeitung* est imprimée, en 1629, chez le libraire-imprimeur Michel Schaufelberg¹⁵. Son collègue, Hans-Jacob Bodmer¹⁶, imprime, en 1633, la *Zeitung-Post*, qui, plus tard, changera son nom en *Wochentliche-Ordinari-Zeitung*. Entre 1667 et 1672, paraît aussi,

¹⁰ Paul Chaumet, *Le plus ancien journal*, dans *Le Neuchâtelois*, 28 mars 1911 — article communiqué par le Dr Alfred Comtesse, dans le *Vieux Papier*, Paris, mai 1911, pp. 105-106 ; — Hans Bodmer, *Die älteste Zürcher-Zeitung*, dans *Zürcher Taschenbuch*, 1891, p. 176.

¹¹ Guy du Ramier, *Le Journal*, dans *Revue des Deux-Mondes*, 1948, p. 790.

¹² Marc Henrioud, *Les relations postales franco-suissees du XIII^e siècle à 1815*, Amiens, 1933 ; du même, *Les Postes suisses, leur développement jusqu'en 1913*, Zofingen, 1914.

¹³ Le docteur Félix Platter (II), fils de Félix (I) et petit-fils de l'imprimeur Thomas Platter à Bâle, écrivait à son père, lorsqu'il faisait ses études à Montpellier, de lui faire parvenir le nouveau journal qui s'imprimait à Bâle (vers 1650). Hans Bodmer, *op. cit.*, p. 181.

¹⁴ Franz Mangold, *Die Basler Mittwoch und Samstag-Zeitung 1682-1796*, Bâle, 1900, p. 1.

¹⁵ Michel Schaufelberger, † avant 1669, tailleur, bourgeois de Zurich (1612), fut dans la suite libraire-éditeur-imprimeur. Cf. *DHBS*, t. II, p. 219, — et Hans Bodmer, *op. cit.*, pp. 203-204.

¹⁶ Hans-Jacob Bodmer (1585-1629), orfèvre, douzenier des charpentiers (1616), acquit en 1626 l'ancienne imprimerie Froschauer à Zurich qui resta

chez l'imprimeur David Gessner¹⁷, une nouvelle feuille, la *Montägliche Wochen-Zeitung*, qui sera remplacée, en 1780, par la *Zürcher-Zeitung* sortant des presses de l'officine Orell-Gessner-Füssli et Cie¹⁸.

A Schaffhouse, ville frontière et principal point de jonction de relais postaux entre l'Allemagne et la ville de Zurich, c'est l'imprimeur Jean-Gaspard Suter¹⁹ qui est l'initiateur de ces premières gazettes volantes. Il avait transféré son officine de Zurich à Schaffhouse en 1655, et imprima la *Post-Ordinari-Schaffhauser-Mittwoch und Samstag-Zeitung*, qui prit par la suite le nom de *Post und Ordinari-Schaffhauser-Zeitung*²⁰ et parut jusqu'en 1839²¹.

La quatrième ville suisse qui donna le jour à ces premières gazettes fut Berne. Dans sa *Chronologie des imprimeurs bernois de 1531 à 1831*, le Dr Adolphe Fluri²² écrit : « Le début des journaux de Berne n'est pas encore éclairci ; il paraît cependant que Georges Sonleitener²³ (1640-1679) a imprimé l'une de ces premières feuilles périodiques, l'*Ordinari-Zeitung*, qui paraissait le mercredi et dont le premier numéro connu date de 1670 »²⁴. Mais un concurrent établi dans la ville depuis 1676, l'imprimeur Samuel Kneubühler²⁵, partage cet honneur. Ce dernier, protégé par Bêat Fischer²⁶,

en possession de ses descendants jusqu'en 1719. Cf. *DHBS*, t. II, p. 219 ; — Hans Bodmer, *op. cit.*, pp. 203-204 ; — Max Rychner, *Rückblick auf vier Jahrhunderte Entwicklung des Institut Orell-Füssli in Zürich*, Zurich, 1925, p. 155.

¹⁷ David Gessner (1647-1729) fonda, vers 1660, une imprimerie qui fut la propriété de ses descendants jusqu'en 1834. En 1770, cette imprimerie fait partie de l'association Gessner Orell-Füssli. *DHBS*, t. III, p. 403 ; — P. Leemann Van Elck, *Die Zürcherische Offizin David Gessner-Gebrüder 1670-1833*, dans *Schweizerische Buchdrucker-Zeitung*, 1944, pp. 194-196 ; — Hans Bodmer, *op. cit.*, pp. 203-204 ; — Max Rychner, *op. cit.*, p. 157.

¹⁸ Le No 2 de la *Zürcher-Zeitung*, du samedi 7 janvier 1792, est en notre possession.

¹⁹ Johann-Gaspard Suter (1635-1675), imprimeur à Zurich, édite plusieurs ouvrages de théologie. En 1655, il quitte Zurich pour s'établir à Schaffhouse où il acquiert les droits de bourgeoisie. Cf. Hans Bodmer, *op. cit.*, p. 190 ; — P. Leemann Van Elck, *Kleine Drucker und Verleger in Zürich am XVII Jahrhundert*, dans *Schweizerische Graphische Zentral-Zeitung*, 1945, No 11, 15 novembre, p. 10.

²⁰ Le No 102, du 23 décembre 1769, est en notre possession.

²¹ *DHBS*, t. V, p. 757 ; — Hans Bodmer, *op. cit.*, p. 190.

²² Adolf Fluri, *Chronologie der Bernerdrucker 1537-1831, besonders Berücksichtigung des Kalender und Zeitungswesens im XVII und XVIII Jahrhundert*, Bern, 1914, p. 44.

²³ Georges Sonleitner, imprimeur à Berne de 1640 à 1679, originaire de Grieskirchen en Autriche. Il avait épousé une fille du doyen de l'Eglise bernoise Etienne Schmid. Ce dernier avait un fils de même prénom qui avait une imprimerie. En 1640, cette officine est reprise par Sonleitner qui la revend, en 1679, à Gabriel Thormann. Cf. Adolf Fluri, *op. cit.*, p. 5.

²⁴ *Ibidem*, p. 44.

²⁵ Samuel Kneubühler, originaire de Bollingen près de Berne, où il avait une imprimerie. En 1676, il s'installe en ville et y reste jusqu'à sa mort survenue en 1684. Sa veuve continue son officine jusqu'en 1690. Cf. *DHBS*, t. IV, p. 374 ; — Adolf Fluri, *Samuel Kneubühler der Buchdrucker von Bollingen*, Bern, 1919, p. 3.

²⁶ Sur Bêat Fischer (1641-1698), cf. *DHBS*, t. III, pp. 111-112.

organisateur et maître des Postes, trouva en cette influente personnalité un soutien et une source de renseignements appréciable. Aussi, en 1677, Kneubühler publie-t-il la *Sonntag und Dienstagliche-Zeitung* ²⁷.

Plus tard, plusieurs feuilles, dont les noms de lieu et d'imprimeurs ne sont pas indiqués, sortent des presses bernoises. Une *Zinstägliche-Ordinari-Zeitung*, dont on connaît le numéro du 13-23 octobre, donne le cours des changes journalier de Berne ²⁸. La première gazette de langue française, la *Gazette de Berne*, est créée vers 1689 ²⁹. En 1719, elle change son titre en *Nouvelles de divers endroits*, titre surmonté d'une corne postale sommée d'une couronne ducale ³⁰, et depuis 1788, en *Nouvelles politiques* ³¹. Avec la chute du patriciat et la Révolution helvétique, ces feuilles disparaissent après un siècle d'existence.

Cette éclosion de périodiques imprimés, qui avait fait école chez les imprimeurs des villes confédérées, a aussi des imitateurs en Valais.

Dans la première moitié du XVII^e siècle, vers 1640, des courriers chargés du transport des missives privées de France et de Genève pour l'Italie, étaient établis à travers le Valais par les passages du Simplon et du Grand-Saint-Bernard ³². A la suite d'une convention signée, le 2 juillet 1692, à Saint-Maurice, Bêat Fischer, de Berne, et ses descendants devinrent fermiers du service des postes en Valais. Ces conventions furent renouvelées depuis lors et jusqu'en 1788. Elles contenaient une clause spéciale stipulant que

« MM. Fischer devaient fournir à certaines autorités du Valais des gazettes savoir : une de Hurter ³³ au secrétaire d'Etat, une de Bâle au grand châtelain, une allemande au juge de Mörel, une française aux bannerets d'Entremont, Saint-Maurice et Monthey, pour ne citer que quelques-uns ³⁴. »

Il ne faut donc pas s'étonner si l'imprimeur Johann-Ulrich Intikoffer ³⁵, établi à Sion de 1679 à 1681, voyant ces feuilles importées, adresse aux *Hauts Magistrats* de la ville, propriétaires de l'imprimerie, une lettre ³⁶ par laquelle il leur présente diverses requêtes tendant à développer son officine.

²⁷ Adolf Fluri, *op. cit.*, pp. 44-47.

²⁸ *Ibidem*, p. 47.

²⁹ G. Tobler, *Die Gazette von Bern*, dans *Neues Berner Taschenbuch*, 1911, p. 226 ; — Adolf Fluri, *op. cit.*, p. 49.

³⁰ G. Tobler, *op. cit.*, p. 226, et Adolf Fluri, *op. cit.*, p. 49.

³¹ Le No du 3 juin 1747 est en notre possession, ainsi que plusieurs numéros des *Nouvelles politiques*.

³² Marc Henrioud, *Les Anciennes postes valaisannes et les communications internationales par le Simplon et le Grand-Saint-Bernard*, Lausanne, 1905, p. 7.

³³ Il s'agit de la *Hurterische Schaffhauser-Zeitung* parue à Schaffhouse de 1772 à 1778.

³⁴ Marc Henrioud, *op. cit.*, pp. 11-12.

³⁵ Léon Imhoff, *Les imprimeurs sédunois, Johann-Ulrich Intikoffer 1679-1681*, dans *Annales Valaisannes*, 1942, pp. 559-560.

³⁶ Archives cantonales, Sion, Fonds de la Bourgeoisie de Sion, tiroir 119-7.

Par la première il demande

« de pouvoir transférer l'imprimerie dans son bâtiment, comme il a été permis de le faire à d'autres imprimeurs. Il estime de cette manière pouvoir travailler plus avantageusement et avec moins de perte de temps, son atelier étant éloigné de son domicile ³⁷. »

Sa seconde requête est précisément relative à des imprimés volants qui lui procureraient du travail et des moyens financiers.

« Il me serait possible, écrit-il, d'imprimer l'*Ordinari-Post-Zeitung* de M. le Dr Kuntschen ³⁸, si l'imprimerie était entièrement sous mes ordres et, de cette manière, l'argent qui part pour Berne resterait dans le pays. »

Nous voyons, par cette supplique, que les gazettes volantes n'étaient pas inconnues dans le pays. Le Dr Kuntschen, ayant fait ses études de médecine à la Faculté de Dillingen (Allemagne) ainsi qu'à celle de Montpellier (France), devait être renseigné sur ces imprimés. Ces raisons furent certes les motifs de l'initiative prise par l'imprimeur et son collaborateur, de lancer dans le pays cette *Ordinari-Post-Zeitung* qui fait l'objet de leur demande adressée au Conseil de la ville.

Lorsque nous avons découvert cette lettre, nous n'avons cependant pas pu saisir à première lecture, le sens exact de son contenu. Nous nous demandions ce qu'était cette *Ordinari-Post-Zeitung*... S'agissait-il d'un ouvrage ou de quelque autre imprimé en perspective à publier sous les auspices du Dr Kuntschen ? C'est grâce aux articles publiés dans le *Gutenbergmuseum* par son ancien, dévoué et érudit directeur, le Dr Karl Lüthi ³⁹, que nos recherches ont été couronnées de succès et le contenu de la requête de notre imprimeur sédunois éclaircie.

Il en résulte que le désir exprimé par l'imprimeur Intikoffer ainsi que par le Dr Kuntschen, était celui d'imprimer à Sion un périodique d'information pareil à ceux qui sortaient des presses de Bâle, de Zurich, de Schaffhouse ou de Berne.

Cette *Ordinari-Post-Zeitung* valaisanne a-t-elle vu le jour ? Les Hauts Magistrats de la ville ont-ils accédé à ce désir et accordé à Intikoffer la permission d'imprimer ? Ce dernier avait pourtant, en terminant sa requête, bien rendu attentifs ces Honorés et Louables Messieurs

« qu'il voulait leur faire honneur en prenant à sa charge les frais néces-

³⁷ D'après le registre *Visitatio caminorum Sedunen.*, des années 1660-1679, vol. 249-7, Fonds de la Bourgeoisie aux Archives cantonales, cet imprimeur avait son domicile *In domo Joes Venetus* (« dans la maison de Jean Venetz »), aux alentours de la Cathédrale, quartier de Malacuria. D'après nos recherches, le local servant d'officine à l'imprimeur était situé dans l'une des premières maisons à l'entrée de la première enceinte du château de Valère, fait qui justifie cette requête.

³⁸ Michel (II) Kuntschen, fils de Michel (I), docteur en médecine. Il avait épousé Marguerite Frégand. *Armorial valaisan*, Zurich, 1946, p. 143, art. *Kuntschen*.

³⁹ Karl Lüthi, *Die Schweizer Presse einst und jetzt*, dans *Gutenbergmuseum*, 1933, Nos 1-2-3, pp. 18-24, 78-79 et 131-152.

saïres, ceci pour vaincre la méfiance, justifiée d'ailleurs par les agissements de son prédécesseur qui s'est mal conduit envers eux, comme il avait déjà fait en cinq endroits et s'était ainsi créé un mauvais renom ⁴⁰. »

Aucune de ces feuilles ne nous étant parvenue, nous supposons que ce projet, patronné par le D^r Kuntschen et sollicité par l'imprimeur Intikoffer, est resté sans résultat.

Il est cependant intéressant de signaler que, trois quarts de siècle plus tard, l'une de ces feuilles, les *Nouvelles de divers endroits*, dans son numéro du 27 octobre 1751 ⁴¹, relatait en première et seconde page la fête qui eut lieu à Sion, le 17 octobre 1751, à l'occasion de la naissance du duc de Bourgogne. Relation due, probablement, au Résident français Jean-François-Joseph-Pierre de Chaignon ⁴² qui, pendant quarante-trois ans (1744-1787), fut le représentant des rois Louis XV et Louis XVI en Valais et dont l'habitation, construite en 1733 par la Bourgeoisie de Sion et depuis lors appelée la Maison de la Résidence, s'élève au nord de l'Hôtel de Ville.

C'est ainsi que nous connaissons, en 1679, le premier projet d'impression d'un périodique ou journal en Valais, mais un peu plus d'un siècle s'écoulera avant une réalisation effective ⁴³.

II

Projet d'impression d'un journal en Valais sous la République helvétique

1798-1800

La liberté de la presse fut une des plus importantes conquêtes de la Révolution. Les écrits volants et les journaux surgirent de tous côtés comme des champignons ⁴⁴, créant ainsi une situation imprévue dont les conséquences étaient si peu avantageuses pour les nouveaux détenteurs du pouvoir que, le 5 novembre 1798, le Directoire helvétique, « désirant développer l'autorité des lois et de la constitution, l'établissement de l'ordre contre le mensonge,

⁴⁰ Il s'agit de l'imprimeur Jacob Ammon; voir à ce sujet notre article *Un imprimé sédunois rarissime 1675*, dans *Schweizerische Gutenbergmuseum*, 1950, No 3, pp. 1-6, et dans *Ann. Val.*, 1950, pp. 243-248.

⁴¹ Numéro en notre possession.

⁴² Jean-François-Joseph-Pierre de Chaignon (1703-1787). Cf. *Armorial*, pp. 53-54, et J.-B. Bertrand, *Une grande fête à Sion en octobre 1751*, dans *Ann. Val.*, 1934, pp. 330-332.

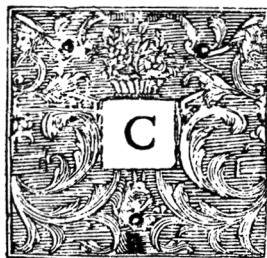
⁴³ Le premier journal valaisan, *L'Echo des Alpes*, a paru du 4 mai 1839 au 15 mai 1844.

⁴⁴ C. Muller, art. *Censure*, dans *DHBS*, t. II, pp. 454-458.

NOUVELLES, DE DIVERS ENDROITS.

Du MEcredi 27. Octobre, 1751.

De Sion, en Vallais, le 21. Octobre.



E fût par un Courier extraordinaire de la part de M. le Marquis de *Rauzy*, Ambassadeur de France, en Suisse, que parvint au Ministre de cette Couronne, auprès de notre République,

la Nouvelle de l'heureux Accouchement de Madame la Dauphine : Et elle répandit dans tous les Cœurs, une joye répondante à l'importance d'un Evénement si généralement désiré pour le Repos de l'Europe. Il ne tarda pas à s'en manifester d'éclatantes marques, aussi sincères, qu'on pouvoit les attendre de l'attachement du Pays, pour cette Auguste Puissance. Mr l'Evêque de cette Capitale s'empressa des premiers, à faire connoître toute la part, qu'il y prenoit : Et dès qu'il en eût avis, il se rendit, le 29. Septembre, avec Mr le Résident de France, à la tête de son Chapitre & de Messrs du Conseil, à la Cathédrale, où célébrant pontificalement, il entonna le *Te-Deum*, qu'un grand Chœur

de Musique poursuivit, au bruit de toute l'Artillerie. A ces premières Actions de grâces succéda un somptueux Repas, auquel se trouvèrent le Ministre de France, le Chapitre & le Conseil.

Messrs du Conseil voulant prouver, que leur joye n'étoit en rien intérieure à celle de M. l'Evêque, donnèrent, le 3. Octobre courant, une Fête particulière, par un splendide & magnifique Repas, qui fut servi dans l'Hôtel de Ville, & auquel assistèrent comme Conviez, ce Prélat, Mr le Résident & Mrs du Chapitre : Les Santés y furent portées, au bruit de diverses Salves du Canon.

Mr le Résident fit exécuter, le 17. du même mois, une Fête des plus superbes, où se réunit avec le bon goût & l'arrangement le mieux ordonné, tout ce que nos Quartiers pouvoient contribuer à sa splendeur. Cette Fête commença par le début ordinaire d'un *Te Deum*, que divers Chœurs de Musique chantèrent, sous une Salve générale de tout le Canon, des Boëtes & des Mortiers de la Place ; Messrs du Conseil voulant par un redoublement d'ardeur, que ces bruyantes démonstrations d'allégresse fussent de la partie, dans toutes ces Solemnitez, pour d'autant plus manifester celle que leur inspiroit ce qui en faisoit l'Objet. Ce Ministre ayant été infor-

la perfidie, les machinations secrètes, les libelles, les fausses nouvelles », rétablissant la censure tant sur les discours et les manuscrits que sur les imprimés.

Les journaux et gazettes sont soumis à la police du Directoire exécutif, lequel, par mesure de salut public et par arrêté motivé, peut les supprimer. Les rédacteurs ainsi que les colporteurs et les imprimeurs seront « poursuivis comme perturbateurs de l'ordre public et mis en état d'arrestation » ⁴⁵.

En marge de la censure établie, des rapports sur les imprimeries, librairies, papeteries, devaient être adressés par le Préfet national au Ministre des sciences et des arts de la République helvétique Stapfer ⁴⁶. Il ressort de l'un de ces rapports qu'en Valais, Sion avait seule une imprimerie appartenant à la Bourgeoisie, que le citoyen Antoine Advocat tenait à son compte ⁴⁷. Quant aux journaux existants, aucune mention n'en est faite dans ce rapport.

Cependant, Louis Courthion ⁴⁸, dans son *Histoire de la Presse valaisanne* ⁴⁹, signale « qu'un certain *Nouvelliste valaisan* avait été mentionné dans un écrit du Directoire daté du 14 septembre 1798, adressé au Ministre des arts et des sciences ». Dans ce rapport il est écrit :

« Ci-joint le premier numéro d'une feuille nommée le *Nouvelliste valaisan* qui doit venir de Sion. Déjà ses informations contiennent des déclarations qui révèlent peu de sympathie à l'égard du nouvel ordre des choses. On ne saurait donc que vous engager à surveiller cette feuille. »

Nos recherches pour retrouver un spécimen de cet unique *Nouvelliste valaisan* auquel fait allusion Louis Courthion n'ont pas été vaines. En effet, le 15 août 1798, avait paru à Sion le premier numéro de cette feuille. Imprimée sur format in 8°, elle comprend deux pages de texte et s'annonce à ses lecteurs dans les termes suivants :

« La vérité, en vertu de la liberté de la presse, solennellement décrétée par le Directoire François et tous les petits Directorions de sa fabrique, ne pouvant être connue des Peuples qu'ils tyrannissent que par des canaux détournés, nous ne pouvons point nous astreindre à faire paraître régulièrement les feuilles de notre Journal ; mais nous ne négligerons rien pour lui faire connoître les événemens qui nous paroîtront mériter son attention.

N. B. On indiquera sous peu l'adresse et le prix de l'abonnement. »

⁴⁵ *Bulletin du Directoire helvétique*, 1798, pp. 49-50.

⁴⁶ Louis Boucard, Lettre de Rivaz, dans *L'Ecole Primaire valaisanne à la fin du XVIII^e siècle et son histoire de 1798 à 1830*, Saint-Maurice, 1938, p. 108 ; — Marguerite Mauerhofer, *Imprimeurs à Genève en 1809*, dans *Indicateur central graphique suisse*, 1943, No 3 ; — Lettres du Préfet national du Valais au Ministre des arts et des sciences, Archives fédérales, Berne, République helvétique, vol. 1703, pp. 973-1043.

⁴⁷ Léon Imhoff, *Un point d'histoire typographique, Comment fut vendue en 1803 l'imprimerie des Hauts-Magistrats de la Bourgeoisie de Sion*, dans *Ann. Val.*, 1944, pp. 222-236.

⁴⁸ Sur Louis Courthion, cf. Maurice Gabbud, J.-B. Bertrand, J. Violette et Lucien Lathion, *Louis Courthion, In memoriam*, Martigny, 1913 ; — Pierre Bioley, *Louis Courthion*, dans *Ann. Val.*, 1923, pp. 43-44.

⁴⁹ Louis Courthion, *op. cit.*, p. 852.

LE NOUVELLISTE VALAISAN.

Sion le 15 Août 1798.

LA VÉRITÉ, en vertu de la liberté de la presse, SOLEMNELLEMENT DÉCRÉTÉE par le Directoire François et tous les peits Directorions de la fabrique, ne pouvant être connue des Peuples qu'ils tyrannissent que par des canaux détournés, nous ne pouvons point nous astreindre à faire paroître régulièrement les feuilles de notre Journal; mais nous ne négligerons rien pour lui faire connoître les événemens qui nous paroîtrons mériter son attention.

NB. On indiquera sous peu l'adresse & le prix de l'abonnement.

Lettre de Gênes du 13 Août 1798.

LE 4 juillet, la flotte Angloise forte de 13 vaisseaux de ligne, commandée par l'amiral Nelson, a atteint, dans les eaux de Candie, la flotte Françoisse forte de 17 vaisseaux de ligne, et commandée par le général Buonaparte, lui a présenté la bataille et a commencé l'attaque. Pendant le combat le vaisseau faisant l'avant-garde du vaisseau amiral Anglois, ainsi que l'Orient, vaisseau amiral François, ont coulé bas tous les deux. Le combat a duré 24 heures sans discontinuer, dans lequel les François ont perdu 7 vaisseaux de ligne pris et 37 bâtimens de transports chargés de troupes de débarquement coulés à fond. Le reste des bâtimens de transport s'étant sauvé vers Candie, ont été rattrapés et détruits. Buonaparte ayant voulu finir avec son état major, a été poursuivi atteint et fait prisonnier : il est conduit en Angleterre sur le vaisseau le Culoden, capitaine Tambridge. Le brave amiral Nelson est mort de ses blessures peu d'heures après la fin du combat.

Deux nouvelles sous forme de lettres suivent cet appel, l'une relatant le combat entre la flotte française et la flotte anglaise, le 13 août 1798, dans les eaux de Candie ; l'autre donnant quelques nouvelles de Vienne. Le tout, sans lieu d'impression ni nom d'imprimeur. Seules ces phrases terminent cette feuille :

« La société des amis de la vérité.
De l'imprimerie de l'ami des hommes ⁵⁰. »

Nous sommes ici en présence d'une feuille émanant des forces de la résistance valaisanne contre l'oppresseur abhorré, le Français. D'après les caractères typographiques employés, il est plus que probable que ce *Nouvelliste* sortait des presses du seul imprimeur existant alors en Valais, Antoine Advocat, à Sion. Ce dernier, zélé patriote résistant, était reconnu comme tel et avait de ce fait encouru des sanctions de la part des autorités. Il n'est donc pas étonnant que cette feuille ait été suspectée et signalée dans le rapport au Ministre des arts ⁵¹.

Cependant, le gouvernement pouvait dormir sur ses deux oreilles, car ce *Nouvelliste valaisan* fut unique et ne donna ainsi plus d'inquiétudes aux pouvoirs établis. Et le Valais demeura toujours sans journal...

Mais à la même époque, l'un des huit représentants ⁵² du canton au Grand-Conseil helvétique ⁵³, le remuant et fougueux député Léopold Denucé, de Vouvry, appelé le „Général Sans-culotte“ ⁵⁴, républicain conquis aux idées nouvelles pendant son séjour à Paris, est l'auteur de plusieurs interventions au Corps législatif « afin — ce sont ses propres termes — que le Valais soit doté, comme les autres cantons, d'une feuille destinée à éclairer le peuple ».

⁵⁰ Ce spécimen de *Nouvelliste valaisan* se trouve aux Archives fédérales, dans le volume République helvétique, vol. 1481 (1798-1801), No 303 a. Volume obligeamment communiqué par M. le prof. L. Kern, archiviste de la Confédération, que nous remercions de son obligeance.

⁵¹ Léon Imhoff, *Un point d'histoire typographique, Comment fut vendue en 1803 l'imprimerie des Hauts-Magistrats de la Bourgeoisie de Sion*, dans *Ann. Val.*, 1944, p. 233.

⁵² Ces représentants étaient : Augustini, sénateur, François Perrig, de Brigue, Joseph de Bons, de Saint-Maurice, Louis de Preux, de Sierre, Mathias Tabin, de Vissoie, Jean-Baptiste Jacquier, de Savièse, Jean-Marie Delacoste, de Monthey, François-Joseph Indermatten, de Viège, et Léopold Denucé, de Vouvry.

⁵³ *Nouvel Almanach de l'an de grâce 1799*, Sion, imprimerie Antoine Advocat, p. 1.

⁵⁴ Léopold Denucé, fils de Jean-Antoine et d'Anne-Marie Tornery, né à Innsbruck, le 22 juin 1740. Officier au service d'Autriche, au régiment de S. A. R. le Duc Charles, enseigne le 16 janvier 1758, lieutenant le 16 mars 1759. Puis en France, dans le régiment suisse d'Antoine-Panrace de Courten, où il est sous-lieutenant le 29 avril 1766, lieutenant le 5 avril 1776, capitaine-commandant la compagnie Marcle le 6 juin 1784. A la Révolution française, il s'engage dans les troupes nationales où il est nommé colonel, puis maréchal de camp. Emprisonné et relâché, il est promu, en 1793, brigadier à Bruxelles. Il rentre en Valais en 1793, se met au service du Directoire helvétique, est élu, le 16 avril 1798, représentant du Valais au Grand-Conseil helvétique à

Dans la séance du 27 août 1798, après plusieurs semaines passées en Valais, Denucé rend compte de ses impressions sur son pays :

« Ramené parmi vous, dit-il, je crois devoir vous rendre compte de l'état dans lequel j'ai laissé mon canton. Le clergé a prêté serment civique... tous les théologiens du pays et les évêques étrangers ont été consultés... Le peuple l'a aussi prêté avec sincérité, avec joie... Mais hélas ! citoyens ! les loups seront toujours les loups. Quelques insinuations perfides se renouvellent. Il est encore des agitateurs. Le peuple est dans la plus profonde ignorance. La feuille villageoise pour laquelle j'ai tant insisté ultérieurement ne paraît point encore... etc. ⁵⁵. »

Cette interpellation est appuyée par le député Bourgeois ⁵⁶, qui répond que cette feuille doit maintenant être sous presse. Tel n'est pas le cas, puisque, malgré ces pressantes interventions, aucune feuille ne voit le jour, et le Valais reste encore sans journal...

Quelques années plus tard, au début de 1800, une nouvelle tentative est faite pour doter notre canton d'un périodique. Le président du Directoire exécutif, Savary ⁵⁷, écrit au Ministre des arts et des sciences Stapfer, la lettre suivante ⁵⁸ :

« Le citoyen Wild ⁵⁹, commissaire du gouvernement dans le canton du Valais, a proposé au Directoire comme un des moyens les plus efficaces pour éclairer les habitants du Haut-Valais, de faire paraître une feuille hebdomadaire. Il offre de la rédiger au commencement et demande que le gouvernement en supporte les frais, afin qu'elle puisse être distribuée gratis aux curés et aux gens.

Le Directoire exécutif ayant accédé à cette proposition, vous charge de vous entendre avec le citoyen Wild pour en procurer l'exécution. »

Aarau et Lucerne, où il préside les séances du 5 juillet 1798 et du 25 mai 1799. Se fait remarquer par ses interventions anti-aristocratiques et anti-cléricales, sa loquacité dantonienne. Il siège jusqu'en 1800, puis démissionne et se réfugie en France où il meurt vers 1805. Cf. *DHBS*, article de Nucé, t. V, p. 160 ; — J.-B. Bertrand, *Léopold de Nucé, un Vouvryen Général Sans-Culotte*, dans *Ann. Val.*, 1931, pp. 1-10 ; — *Etat de service des officiers du régiment suisse d'Antoine-Pancrace de Courten, 1720-1789*, manuscrit, propriété de Mme Jean-Charles de Courten, à Sion, que nous remercions de son obligeance.

⁵⁵ *Bulletin officiel du Directoire helvétique*, 1798, p. 28. Sans doute le mot ultérieurement est-il mis pour antérieurement.

⁵⁶ François-Louis Bourgeois, de Saint-Saphorin sur Morges. L'un des chefs de la Révolution à Morges, député sous la République helvétique 1798, au Grand-Conseil vaudois 1803, conseiller d'Etat 1815-1831, dernier landammann du canton de Vaud en 1831. Cf. *DHBS*, t. II, p. 263.

⁵⁷ François-Pierre Savary (1750-1821). Originaire de Fribourg, médecin dès 1774. En 1798, il fit partie du gouvernement provisoire, fut membre du Conseil d'éducation. En 1799, il devint membre du Directoire helvétique. *DHBS*, t. V, p. 732.

⁵⁸ Lettre du Commissaire Wild au Ministre des arts et des sciences Stapfer, 14 septembre 1798, Archives fédérales, vol. 1481, 1798-1801, No 342.

⁵⁹ Karl-Samuel Wild (1765-1848). Originaire de Berne, membre du directoire des salines en 1798, chargé de la direction provisoire du ministère des cultes et des sciences (ministère de l'instruction publique), du gouvernement helvétique en octobre-novembre 1800 après la retraite de Ph.-Albert Stapfer, et en octobre-novembre 1801. *DHBS*, t. VII, p. 321.

Cette proposition avait été auparavant approuvée par Rordorf ⁶⁰, chef de la division de Littérature à Zurich, qui l'avait à son tour confirmée au commissaire Wild, le 14 janvier 1800 :

« Votre proposition de créer un journal populaire en Valais a été transmise au Directoire avec nos chaleureuses recommandations. Mais nous n'avons actuellement encore aucune décision à ce sujet.

Je déploierai encore toute mon autorité pour mener cette affaire à bien ⁶¹. »

L'inlassable commissaire Wild ne reste pas inactif. Quelque temps après, ses projets sont au point. Ses démarches auprès de l'imprimeur de Sion, Antoine Advocat, font l'objet d'une nouvelle lettre au Ministre des arts :

« J'ai l'honneur, écrit-il, de vous transmettre par cette missive les prix que me demande l'imprimeur de Sion pour l'impression de la feuille populaire décidée. Ces prix sont :

Impression de 600 exemplaires	728.—
port	1200.—
expédition	100.—
1.	2028.—
Pour 300 exemplaires, impression	364.—
gratis	200.—
port et expédition	36.—
1.	600.—

La feuille : *Wochenblatt* paraîtrait sur quatre pages au format in 4^o.

Je trouve que ces prix sont peu élevés et je crois que vous pouvez les accepter. Mais je me demande si l'impression de ce *Wochenblatt* ne devrait pas être faite dans les deux langues ⁶². »

Quelques lettres et rapports sont, par la suite, encore échangés sur ce projet, mais sans aboutir, de sorte que ce fameux *Wochenblatt* et son frère jumeau français ne virent jamais le jour, mais demeurèrent enfouis dans les tiroirs de la République une et indivisible et sombrèrent avec elle...

⁶⁰ Salomon Rordorf (1771-1832), de Zurich, propriétaire d'une fabrique d'indienne, censeur sous la République helvétique, eut de sérieuses difficultés dans l'exercice de son mandat avec les sociétés publiant les *Neujahrsblätter*. Membre du Grand-Conseil 1824-1830. Cf. G. Meyer von Knonau, *Die helvetische Censur von 1802*, dans *Zürcher Taschenbuch*, 1889, pp. 147-150, et *DHBS*, t. V, p. 552.

⁶¹ Lettre du Commissaire Wild, 1^{er} janvier 1800, Archives fédérales, vol. 1481, 1798-1801.

⁶² *Ibidem*, No 346.

III

Journaux projetés de 1815 au premier journal valaisan en 1839

Après l'entrée du Valais dans la Confédération (1815), le mécontentement dans le pays est un peu général. La nouvelle Constitution cantonale de 1815, considérée d'origine étrangère et injuste, ne donne pas satisfaction au Bas-Valais⁶³. Très critiquée, elle servira de prétexte aux troubles qui éclatent un peu partout et prennent en juillet 1830 un caractère révolutionnaire.

Cette atmosphère libérale, née dans les pays environnants de France, d'Allemagne et d'Italie, s'est propagée dans les cantons suisses désireux de modifier tant leurs Constitutions cantonales que la Charte fédérale⁶⁴, désirs dont les répercussions se font sentir en Valais.

« Les changements apportés par l'extension de ces idées libérales ont été accueillis avec autant d'espérance et de joie que ceux de 1815 avaient été vus avec déplaisir », écrivait à ce sujet un auteur contemporain des événements⁶⁵.

Devant ces tendances, la police de la presse, aux ordres du pouvoir gouvernemental, exerce une surveillance étroite et vigilante. Rien ne peut être imprimé en Valais sans l'assentiment du gouvernement⁶⁶. C'est à l'étranger que nos concitoyens valaisans ont donc recours pour l'impression de leurs griefs et doléances, sous forme de brochures anonymes ou de communications dans les journaux des cantons voisins, aucun journal ne paraissant chez nous⁶⁷.

En face de cette situation politique, un homme perspicace, Guillaume-Théodore de Kalbermatten⁶⁸, voyant la nécessité de créer un journal dans

⁶³ Hyacinthe Barman, *Le Valais sous la Constitution de 1815*, Paris, 1839, pp. 4-7.

⁶⁴ Jean-Charles Biaudet, *La Suisse et la Monarchie de juillet*, Lausanne, 1941, Introduction, p. XIV.

⁶⁵ Henri Charles, *Coup d'œil sur la situation politique*, Fribourg, 1838, p. 9.

⁶⁶ Léon Imhoff, *Premier essai journalistique en Valais*, *Le Patriote valaisan*, dans le *Confédéré*, 1943, No 94.

⁶⁷ J.-B. Bertrand, *Au berceau de la presse valaisanne*, dans *Ann. Val.*, 1931, pp. 31-41.

⁶⁸ Guillaume-Théodore de Kalbermatten (1793-1875). Originaire de Viège, né à Eisdem (Hollande), officier au service d'Espagne et de France. Rentré au pays, il fonde la *Gazette du Simplon*, devient commandant de la Vieille-Suisse, conseiller d'Etat 1845-1848, général des troupes valaisannes lors du Sonderbund. Après la reddition du Valais, il s'engagea dans les troupes pontificales et mourut à Rome en 1875. Cf. *DHBS*, art. de Kalbermatten, t. IV, p. 322 ; — *Armorial*, p. 139.

le canton, essaie de vaincre l'hostilité gouvernementale. Il adresse de Saint-Maurice, le 30 août 1831, la lettre suivante au Grand-Bailli de Sépibus⁶⁹ :

« J'ai l'honneur de vous transmettre, en priant Votre Excellence de le soumettre au Conseil d'Etat, un prospectus sur l'établissement d'un journal cantonal. Je n'entre ici dans aucun détail, puisqu'ils ne seraient que la répétition de ceux contenus dans le projet ci-joint. Je me borne donc à prier Votre Excellence de vouloir bien me faire connaître le plus tôt qu'il lui sera possible, la décision que le Conseil d'Etat aura prise sur ma demande⁷⁰. »

G. de Kalbermatten décrit ce projet de journal valaisan dans une vingtaine de pages annexées à sa requête. Nous résumons son exposé.

Il fait ressortir que, sans une feuille qui soit dépositaire de ses principes politiques, le gouvernement se trouve sans défense contre toutes les attaques qui peuvent être dirigées contre lui, qu'elles viennent du dehors ou du dedans.

Désarmé devant des journaux ou des pamphlets imprimés hors du canton, le gouvernement est impuissant pour rectifier ou arrêter l'effet des relations mensongères où les actes sont aussi dénaturés que les faits qui les ont provoqués, et pour confondre les calomnies particulières contre une classe de la société. On en trouve un bel exemple dans les assertions de *L'arbre de la liberté* à Martigny⁷¹. Son auteur, après avoir ridiculisé le bataillon qui s'est rendu dans cette localité, en exécution des ordres du gouvernement, attaque les sentiments ou la conduite d'une partie des officiers valaisans et pousse l'impudence jusqu'à affirmer que l'un d'entre eux, originaire du Bas-Valais, aurait proféré ces horribles menaces : « Si je commandais, je ferais fusiller un trentième de ces révoltés et je voudrais dévorer leurs cœurs ». Tels sont, brièvement présentés, les graves inconvénients qui résultent de l'état actuel de la société en l'absence d'un journal cantonal.

Mais ce ne serait pas là la seule utilité de ce périodique. Car s'il offre des avantages directs au gouvernement, les habitants du canton, en général ou individuellement, en tireraient des ressources indéniables. Cette feuille serait avantageuse au développement intellectuel, industriel, commercial et agricole du pays et procurerait ainsi une aisance et un enrichissement aux habitants du canton, etc., etc...

Malgré les arguments avancés et toute son éloquence persuasive, la proposition de M. de Kalbermatten n'eut pas le don de convaincre le Conseil d'Etat. La réponse de ce dernier au requérant exprime l'avis des membres

⁶⁹ Léopold de Sépibus (1759-1832), major de Mörel 1781 et 1789, gouverneur de Saint-Maurice 1781-1782 et 1794-1795, capitaine du dizain de Mörel 1781-1798, Grand-Bailli 1807, 1815, 1827 et 1831. Cf. *DHBS*, t. VI, p. 165 et *Armorial*, p. 240.

⁷⁰ Archives cantonales, Département de Justice et police, police de la presse, thèque 89 : Lettre de Guillaume-Théodore de Kalbermatten au Grand-Bailli.

⁷¹ de Kalbermatten fait ici allusion aux troubles de Martigny en 1831 ; à ce sujet, cf. J.-B. Bertrand, *Au berceau de la presse valaisanne*, dans *Ann. Val.*, 1931, p. 34, et *L'arbre de la liberté en Valais*, dans *Ann. Val.*, 1931, pp. 25-31.

de l'autorité supérieure qui estiment ne pas devoir accéder au désir de cet initiateur hardi. C'est un refus, une réfutation polie de la tentative du solliciteur...

Cette fin de non-recevoir ne découragea pas de Kalbermatten. Dans une nouvelle missive ⁷², il revient à la charge, réfutant à son tour les objections émises par l'autorité souveraine. Point par point il reprend les allégations du Conseil d'Etat, répète tous les avantages que procurerait la création de ce journal, qu'il estime d'une nécessité absolue, pour les autorités et le bien de tout le pays.

Si M. de Kalbermatten a pris l'initiative de ces démarches au Conseil d'Etat, il n'était pas seul à désirer la création d'un journal. D'autres personnages influents conjuguèrent leurs efforts aux siens en vue du même but.

A l'ouverture de la Diète de novembre en cette même année 1831, le Président du dizain de Saint-Maurice, M. Xavier Cocatrix ⁷³, écrit personnellement à Son Excellence le Grand-Bailli de la République ⁷⁴ :

« Ayant réuni le Conseil de Dixain de Saint-Maurice pour lui communiquer l'*Abscheid* de la Diète de mai et l'informer du départ prochain de ses représentants pour la session actuelle en lui demandant s'il avait des instructions particulières à leur donner, le Conseil nous a chargé de solliciter les dispositions ou mesures d'exécution ci-après :

- 1) séance du tribunal,
- 2) impression et envoi aux dixains du 2^e volume du *Recueil des lois*,
- 3) *Abscheids* expédiés deux mois après la clôture de la Diète,
- 4) Que le gouvernement prenne les moyens d'établir dans le canton un journal qui contienne, non seulement les mandats de publication, mais toutes les lois et arrêtés qui soient rendus ; les divers avis officiels et particuliers qui puissent intéresser le public et généralement tout ce qui serait de l'utilité générale de connaître. Que cette feuille périodique renferme également les nouvelles étrangères qu'il importe le plus d'apprendre.

Une pareille feuille nous mettrait à même de repousser les invectives que les journaux étrangers contiennent contre notre pays ou quelqu'un de ses habitants. Elle procurerait aussi l'avantage de conserver en Valais une grande partie de l'argent qu'on exporte pour les abonnements au dehors. »

⁷² Archives cantonales, Département de Justice et police, police de la presse, thèque 89 : Lettre de Guillaume de Kalbermatten au Grand-Bailli, 13 septembre 1831.

⁷³ Jacques-François-Xavier Cocatrix (1789-1862), notaire, vice-châtelain puis grand-châtelain du dizain de Saint-Maurice, membre du tribunal suprême, colonel de l'arrondissement occidental 1828, député à la Diète cantonale 1834-1839, conseiller d'Etat 1842, député à la Diète fédérale 1846 ; créé baron par le roi Charles-Albert en 1835. Cf. Albert de Wolff, dans *Almanach généalogique Suisse*, t. VII, Zurich, 1943, pp. 712-713 ; — *Armorial*, p. 64 ; — *Almanach portatif du canton du Valais*, 1831 ; — Maurice de Cocatrix, *Notes généalogiques de la famille de Cocatrix (1650-1952)*, manuscrit, p. 4.

⁷⁴ Archives cantonales, Département de Justice et police, police de la presse, thèque 89, No 1 ; Lettre du président du dizain de Saint-Maurice Cocatrix à Son Excellence le Grand-Baillif de la République du Valais.

Tous ces efforts ne parvinrent pas à changer l'attitude du Conseil d'Etat ni à l'amener à partager les désirs de citoyens clairvoyants qu'inquiétaient les troubles politiques et cette lutte sourde et menaçante dans le pays.

M. de Kalbermatten, plein de courage, ne reste cependant pas inactif. Il prépare, envers et contre tout, la création de son journal par la constitution d'un groupe d'actionnaires. Il adresse, de Saint-Maurice, le 15 mars 1832, au Grand-Bailli ⁷⁵, une nouvelle requête qu'il complète par l'envoi d'un prospectus avec de nouveaux arguments donnant les garanties voulues sur la viabilité de son entreprise :

« J'ai l'honneur de vous transmettre une copie du prospectus d'un journal valaisan pour la fondation duquel plusieurs personnes sont associées et dont j'ai été nommé directeur. Si je ne l'ai pas fait plus-tôt porter à la connaissance du Conseil d'Etat, c'est que je voulais préalablement être assuré d'assez d'actionnaires pour regarder l'entreprise comme probable. Maintenant que le nombre de signatures apposées à l'acte d'association permet de croire à son établissement, je m'empresse de mettre sous les yeux du gouvernement les principes, les vues et le but du journal projeté, qui se trouvent consignés dans le prospectus ci-joint.

Nous serions flattés que les membres du Conseil d'Etat voulussent prendre part individuellement à notre société et accorder leur protection à cette entreprise. J'y compte avec d'autant plus de confiance que dans la lettre que le Conseil d'Etat m'a fait l'honneur de m'écrire, le 9 septembre 1831, il me disait que la pensée de fonder un journal lui avait paru inspirée par les sentiments d'un vrai patriotisme, qu'il en appréciait tous les avantages pour le pays, et que, fidèle à cette opinion, il a appuyé dans la dernière Diète la proposition faite par deux dizains du Bas-Valais de le créer et de le soutenir au moyen d'une subvention annuelle payée par l'Etat.

Toutes ces circonstances réunies me semblent devoir appeler la bienveillance et la faveur du gouvernement sur l'entreprise que je dois diriger et qui est toute dans l'intérêt du Valais. »

Comme il l'écrit au début de sa lettre, Guillaume de Kalbermatten avait annexé le prospectus du journal projeté. Son contenu rappelle à nouveau ses buts, ses avantages et son intérêt pour le pays et le prestige de ses autorités. Il annonce que cette feuille paraîtra à Saint-Maurice deux fois par semaine, les lundi et vendredi, et que le prix d'abonnement pour le Valais est fixé à douze francs suisses annuellement, six francs cinq batz pour six mois et trois francs cinq batz pour trois mois.

Pour la seconde fois, malgré son insistance persuasive, de Kalbermatten n'est point suivi par l'autorité suprême du pays, qui se méfie probablement d'initiatives partant du Bas-Valais.

« Cependant, écrit à ce sujet J.-B. Bertrand, le spectre pour lequel nos autorités civiles et religieuses éprouvaient une sainte frayeur, entrebâillait l'huis de la prude république valaisanne ⁷⁶. »

⁷⁵ *Ibidem*, thèque 89 : Lettre de Guillaume de Kalbermatten à Son Excellence le Grand-Baillif.

⁷⁶ J.-B. Bertrand, *Au berceau de la presse valaisanne*, dans *Ann. Val.*, 1931, p. 36.

Aux démarches faites par MM. Cocatrix et de Kalbermatten, le dizain de Monthey, par son porte-parole Pierre-Louis du Fay⁷⁷, s'était aussi joint pour la création de ce journal. En effet, on lit dans une circulaire qu'il adresse aux présidents des communes :

« Je viens rappeler à votre souvenir la proposition qui a été faite dans la séance du Conseil de dizain du 28 février 1832, par laquelle chacune de vos communes a été invitée à prendre une action dans la société qui va se former pour l'édition du journal qui paraîtra, comme les autres gazettes, deux fois par semaine et qui sera utile sous bien des rapports à vos compatriotes. C'est un objet de cinq louis seulement qui produira un intérêt annuel⁷⁸. »

Ainsi que nous l'avons vu précédemment, tout avait été mis en œuvre pour la création de ce journal valaisan. Mais devant l'intransigeance et les fins de non-recevoir du gouvernement, ces projets traînaient malgré la bonne volonté de tous les initiateurs.

Cinq mois plus tard, en octobre 1832, un nouvel ennemi, venant cette fois du dehors, se présente aux populations valaisannes. L'ex-abbé Bandolier⁷⁹ avait fait répandre dans les communes du Valais un prospectus

⁷⁷ Pierre-Louis-Antoine du Fay (1768-1843), de Monthey, officier au service de France dans le régiment suisse d'Antoine-Pancrace de Courten, où il est cadet le 15 mars 1784, sous-lieutenant le 28 juin 1784, puis officier. De retour au pays, il est grand-châtelain de Monthey 1802-1814, président du dizain de 1804 à sa mort. Il fut pendant quarante ans l'infatigable champion des intérêts bas-valaisans avec Michel Dufour et Philippe Morand. Cf. J.-B. Bertrand, *La Régénération valaisanne*, dans *Ann. Val.*, 1941, No 1, mars; — *Etat de service du Régiment suisse de Courten 1720-1789*, manuscrit, propriété de Mme Jean-Charles de Courten, à Sion.

⁷⁸ J.-B. Bertrand, *Au berceau de la presse valaisanne*, dans *Ann. Val.*, 1931, p. 37.

⁷⁹ Jean-François-Baptiste Bandolier ou Bandelier, issu d'une famille originaire du Jura français établie à Granges (Valais), où elle acquit la bourgeoisie. Né le 6 février 1800, fils du capitaine Jean-Baptiste Bandolier et d'Anne-Marie Zuber, propriétaire de la ferme de Pramont. Bandelier embrassa la carrière ecclésiastique et fut recteur à Hérémence de 1826 à 1830, assistant à Venthône en 1830, puis vicaire de Monthey en 1831. Entraîné dans la politique, négligeant son ministère, avec une conduite qui n'était pas irréprochable, il quitte le diocèse pour se réfugier en terre vaudoise d'où il lance le prospectus du *Patriote valaisan*. Il quitte Bex pour se rendre à Bienne où il entre dans l'administration de la *Jeune Suisse* dont César Gross, de Martigny-Bourg, était gérant. Son séjour ne dure que le temps qu'existe cette feuille (1 juillet 1835 au 27 juillet 1836). Après des démêlés avec le gouvernement bernois, Bandelier quitte ce canton et est signalé à Zurich du 19 mars 1837 au 26 octobre de la même année. Nous le retrouvons ensuite à Paris, où il coopère avec l'abbé François Châtel à la constitution d'une église unitaire française et fonde le journal *La Religion naturelle*, journal dont l'entrée fut interdite en Valais. Condamnés et interdits par le gouvernement français, cette église et ses journaux disparaissent. Leurs auteurs se réfugient à l'étranger, l'abbé Châtel en Belgique, et Bandelier nous ne savons où. Nous ignorons la date de son décès. Cf. J.-B. Bertrand, *Le Vieux Monthey*, dans la *Feuille d'Avis de Monthey*, 1938, Nos 80 et 82; — Tamini et Délèze, *Vallesia Christiana*, Saint-Maurice, 1940, p. 116; notes personnelles.

encourageant ses concitoyens à souscrire à un journal intitulé *Le Patriote valaisan*, imprimé à Lausanne ⁸⁰.

Un programme copieux de belles promesses est présenté. Toutefois, malgré les paroles alléchantes et la renommée du promoteur, une centaine seulement de souscripteurs répondirent à l'appel, et le *Patriote valaisan* ne vit jamais le jour... ⁸¹.

Rien n'arrête cependant le progrès en marche. Pendant l'époque qui va de 1830 à 1850, les idées évoluèrent. Des troubles politiques surgirent dans le pays — dont les péripéties ont été décrites par maints auteurs — et provoquèrent une scission gouvernementale.

A la suite de la Diète du 14 janvier 1839, une nouvelle Constitution fut élaborée, qui reconnaissait enfin la liberté de la presse. Les journaux éclosent alors les uns après les autres, représentant des tendances différentes. Le premier fut le *Bulletin des Séances de la Constituante valaisanne* ⁸², créé en janvier 1839, qui se mua, en avril-mai, en un journal qui devait être définitif : *L'Echo des Alpes* ⁸³. Un second journal, *Le Défenseur de la Religion et du Peuple* ⁸⁴, vit le jour le 3 mai. Une année plus tard, le 18 juillet 1840,

⁸⁰ J.-B. Bertrand, *Au berceau de la presse valaisanne*, dans *Ann. Val.*, 1931, p. 35.

⁸¹ Léon Imhoff, *Premier essai journalistique en Valais*, *Le Patriote valaisan*, dans le *Confédéré*, 1943, No 94.

⁸² *Bulletin des séances de la Constituante valaisanne*. Ce journal, premier fruit des tendances libérales de 1839, n'est pas à proprement parler un journal politique ou d'information. Il ne contenait que les protocoles de la Constituante valaisanne, autrement dit du premier Grand-Conseil valaisan né des événements du début de l'année. Aussi ne dure-t-il que quelques mois, soit du 20 janvier au 4 avril 1839. Imprimé à Sion, chez Calpini-Albertazzi, ayant pour rédacteur Alphonse Morand. Dans le dernier numéro paru, soit celui d'avril, on lit : « Ce numéro est le dernier et nous espérons faire suivre cette feuille par celle d'un journal national. » Ce journal annoncé sera *L'Echo des Alpes*. Cf. Léon Imhoff, *Bibliographie de la presse Suisse-Valais*, manuscrit.

⁸³ *L'Echo des Alpes*, premier véritable journal politique valaisan, de tendance libérale-démocratique. Il vit le jour le 4 mai 1839, sortant, au début, des presses de l'imprimerie Schmid-Murmann et, depuis le No 38 jusqu'à la fin, de l'imprimerie Morand & Co. Le 24 mai 1844, ce journal est supprimé par décret du Conseil d'Etat et son rédacteur est condamné à l'exposition publique avec l'écrioteau : infâme, impie journaliste, ainsi qu'à une amende et au payement des frais de justice, et à cinq ans d'emprisonnement auquel il échappe en s'expatriant. Léon Imhoff, *op. cit.* et notes personnelles.

⁸⁴ *Le Défenseur de la Religion et du Peuple*. Journal de tendance catholique-conservatrice, dont le premier numéro parut le 3 mars 1839. Imprimé, au début, à l'imprimerie S. Delisle, à Lausanne, et, depuis le mois d'août, chez Antoine Advocat, à Sion. Son principal rédacteur fut l'abbé Paillet et ses gérants Antoine de Lavallaz et Théodore Stockalper. Pendant les événements de 1840, le gouvernement conservateur s'étant fixé à Sierre, l'imprimeur Advocat le suivit avec ses presses le 22 février et c'est dans ce lieu que le journal parut jusqu'au mois de mars. Léon Imhoff, *ibidem*.

LE PATRIOTE VALAISAN.

JOURNAL POPULAIRE.

PROSPECTUS.

Deux et 1/2 Libret.

Tandis que partout la presse périodique s'occupe à éclairer les populations sur leurs intérêts moraux et matériels, que toute nation où le despotisme a vu inévitablement se briser dans ses mains les entraves qu'il mettait à la publication, possède au moins un journal; tandis que la Suisse, qui n'est topographiquement qu'un point dans l'Europe, compte trente feuilles publiques, le Canton du Valais encore ignore reste stationnaire, et son peuple, privé du bienfait d'un journal qui lui ferait tout à la fois connaître ses droits et ses devoirs comme citoyens, ses intérêts domestiques et les sources de prospérité que les progrès opérés ailleurs dans les arts pourraient faire surgir dans ses vallées.

Déjà depuis quelques années les citoyens valaisans qui travaillent à l'avancement de la liberté et de la civilisation sentaient le besoin impérieux de la publicité; souvent ils ont songé à l'établissement d'un journal valaisan; mais à la vue des divers obstacles locaux qui se présentaient, ils ont dû ajourner ce projet patriotique.

Maintenant que deux questions du premier ordre viennent d'être soulevées: celle des intérêts du Valais par rapport à la Confédération, et celle des intérêts du Valais quant à son régime cantonal et intérieur, l'heure de la publicité est arrivée; les discussions remplaceront les disputes, et la raison triomphera par la justice et l'humanité, c'est-à-dire, par la culture de l'homme.

Des citoyens de ce Canton qui ont pour but la gloire de la patrie, viennent en conséquence lui offrir un tribut de leur dévouement par la publication hebdomadaire d'un journal national, dont la mission philanthropique sera de contribuer au développement de la prospérité d'un pays intéressant par sa position géographique, la richesse de son sol et le bon caractère de ses habitants (*).

Si nous comprenons toute la portée de cette entreprise, nous en voyons aussi les difficultés; mais la sainteté de la cause à laquelle nous nous dévouons nous fera surmonter tous les obstacles dont elle est entourée. *Le Patriote Valaisan* n'a point pour objet une spéculation mercantile et personnelle; son unique but est d'être utile à ses compatriotes en leur montrant le chemin de toutes les améliorations sociales dont le pays est susceptible.

Notre profession de foi politique est la liberté sans licence; l'égalité des droits basée sur le dogme de la souveraineté du peuple. Nous savons qu'une nation ne peut exister heureuse sans être foncièrement religieuse; mais ce qu'il faut lui faire comprendre, c'est que plus l'homme est instruit et civilisé, plus il est religieux. La religion sera donc respectée et traitée avec tous les égards que lui doit le vrai chrétien. *Le Patriote Valaisan* sera toujours chrétiennement catholique.

Il ne s'attachera qu'au bon, qu'à l'utile; il ne recherchera que la vérité pour la proclamer; mais il évitera tout ce qui peut blesser les personnes sans améliorer les choses; il combattra l'injustice, l'erreur, l'arbitraire, les privilèges et les préjugés avec les armes de la religion et de la raison, en conservant toujours la modération que commande la sagesse chrétienne.

Le domaine du *Patriote Valaisan* comprendra non-seulement la politique extérieure et intérieure, mais aussi tout ce qui a rapport à l'instruction de l'homme dans les différentes époques de la vie quant à son perfectionnement progressif et à son bonheur social. Les matières qui seront traitées se rangeront sous trois grandes divisions: la politique, l'instruction publique et les progrès dans les arts.

1° Politique.

Cette science, envisagée comme l'art de gouverner les villes et les états, comprendra: 1° la politique étrangère considérée comme un cours théorique et pratique d'histoire moderne selon la marche des événements; 2° la politique intérieure de la Suisse considérée les cantons comme confédérés et comme états individuellement indépendants. Les intérêts du Valais, sous ce double rapport, seront discutés avec indépendance, avec franchise et avec bonne foi.

Sans perdre de vue les décisions de la Haute Diète fédérale et leur influence, *le Patriote Valaisan* entr'ouvrira à la nation le sanctuaire de la Diète-cantonale dont il suivra les opérations en faisant connaître la lettre et l'esprit des lois et des proclamations émanées de cette autorité législative. Comme ce qui est utile, ses avantages, ses inconvénients et les lacunes de toute mesure administrative seront jetés dans la même balance de justice. Le flambeau de la vérité portera la lumière sur les améliorations désirables dans la législation tant civile que pénale du Canton, et fera voir aux quels fondemens reposent les droits exercés par les autorités communales, ainsi que les droits et les obligations des citoyens, soit comme administrés, soit comme électeurs. Les préventions et les haines qui peuvent diviser le pays feront place à l'union et à la confraternité, d'où naissent la force et les douceurs de la vie sociale. Exemple d'impartialité: *le Patriote Valaisan* accueillera, moyennant la signature de l'auteur, toute plainte fondée et toute réclamation raisonnable.

2° Instruction publique.

L'instruction s'adressera aux deux parties de la société, savoir: 1° aux adultes et chefs de familles, tout dans leurs intérêts publics que dans leurs intérêts particuliers. Le journal populaire s'entretiendra avec eux d'économie domestique et agricole, de l'industrie, du commerce, de la police médicale et sanitaire, des établissements ou entreprises d'utilité publique et des avantages que l'expérience peut tirer des combinaisons statistiques. 2° L'instruction publique sera relative à la génération qui s'élève, à la jeunesse valaisanne. Ici sera traitée la question des collèges; des écoles de villages, de l'avancement de l'instruction primaire, des meilleures méthodes d'enseignement et de la propagation des écrits élémentaires ou classiques propres à former l'esprit et le cœur de nos jeunes concitoyens.

Le Patriote Valaisan puigera dans les principes de l'éducation morale les moyens de diminuer, de bannir des préjugés anti-sociaux, des superstitions ridicules; l'explication des phénomènes de la nature remplacera les fictions par la réalité. Enfin l'histoire des nations, surtout du peuple suisse et des hommes illustres, servira à élever nos sentimens et à

(*) Il est chaque année du Valais vingt-quatre mille francs pour abonner à des journaux étrangers qui ne s'occupent guère du Valais. Ce pays, jusqu'à ce jour, n'a traité les affaires politiques qu'au moyen de placards qui reflétaient au régime du bon plaisir. *Le Patriote* sera le premier journal valaisan.

paraît le premier journal de langue allemande, *Der Nachläufer*⁸⁵, qui change bientôt son nom en *Walliser-Bote* ou *Messenger du Valais*⁸⁶.

Dans l'arène politico-journalistique entrera enfin, et non sans peine, Guillaume de Kalbermatten : dix ans ont été nécessaires pour lui permettre de réaliser son dessein ! Sa demande au Conseil d'Etat⁸⁷, adressée de Saint-Maurice, le 30 avril 1842, est fort simple, sans rancune pour les échecs subis auparavant :

« J'ai l'honneur de porter à votre connaissance, écrit-il, qu'incessamment je vais faire paraître un journal sous le titre de *Gazette du Simplon* et que j'en suis le gérant responsable.

J'ose espérer que le gouvernement accordera à mon journal la même protection et sympathie qu'il accorde aux journaux du Valais.

Je vous prie, Monsieur le Président⁸⁸, de bien vouloir me faire connaître les conditions du cautionnement afin que je puisse m'y conformer. »

La réponse du Conseil d'Etat ne se fit pas attendre : le 2 mai 1842, de Kalbermatten était informé de l'agrément gouvernemental et avisé d'avoir à fournir une caution⁸⁹ de 1000.— fr. *La Gazette du Simplon*⁹⁰ voit enfin le

⁸⁵ *Der Nachläufer*. Premier journal valaisan de langue allemande, imprimé à Sion par Schmid-Murmann, il voit le jour le 18 juillet 1840 ; le 1^{er} septembre de la même année il change son titre en *Walliser-Bote*. Son premier rédacteur fut Aloïs de Riedmatten. Léon Imhoff, *ibidem*.

⁸⁶ Le *Walliser-Bote* ou *Messenger du Valais* paraissait dans les deux langues (allemand et français). Il est remplacé, en 1858, par le *Walliser-Wochenblatt* qui ne paraîtra qu'en langue allemande. En 1869, il reprit son titre de *Walliser-Bote* tout court, qu'il a gardé jusqu'à nos jours. Il est avec le *Confédéré* le doyen des journaux valaisans. Léon Imhoff, *ibidem*.

⁸⁷ Archives cantonales, Département de Justice et police, police de la presse, thèque 89 : Lettre de Guillaume de Kalbermatten au président du Conseil d'Etat.

⁸⁸ De 1841 à 1843, le président du Conseil d'Etat était François-Gaspard Zen-Ruffinen. Cf. Charles Allet, *Quel est le successeur des Grands-Baillifs ?* dans *Ann. Val.*, 1950, pp. 207-211.

⁸⁹ La loi sur la presse du 24 mai 1839, remplacée par celle de 1844 qui est la fidèle copie de la précédente, prévoyait les clauses suivantes : « Nul ne pourra publier un journal écrit, périodique paraissant à jour fixe, ou irrégulièrement, avant d'avoir déclaré au Conseil d'Etat : 1) Le titre du journal, 2) Le nom d'un éditeur responsable. Cet éditeur devra être domicilié dans le canton et fournir un cautionnement pour la valeur de 1000.— fr. »

Cette loi sur la presse, première en la matière, est peu à peu tombée en désuétude, sans qu'aucune disposition légale ou constitutionnelle cantonale l'ait jamais abrogée. Cf. Otto de Chastonay, *Comment une loi tombe en désuétude, Lois cantonales sur la Presse*, dans *Nouvelliste valaisan*, 1930, N° 195, 21 août.

⁹⁰ Un contemporain, le chanoine Hyacinthe Carraux (1802-1872), dans sa chronique manuscrite, écrit sur la fondation de la *Gazette du Simplon* les lignes suivantes : « Pour défendre les principes d'ordre et de moralité contre les attaques de l'*Echo des Alpes*, attaques dirigées contre la religion, ses ministres et autres, le clergé fit le projet de fonder un journal. A cet effet, le chapitre de Sion, l'abbaye de Saint-Maurice et le Grand-Saint-Bernard s'asso-

jour, à Saint-Maurice, le 25 juin 1842, sortant des presses de l'imprimeur Louis Hignou⁹¹.

Léon IMHOFF

cièrent avec l'évêque pour fournir une partie des fonds. Le gérant fut Guillaume de Kalbermatten, les rédacteurs deux Français : MM. Ruppert et Maye-ray de Lyon, deux hommes sachant manier la plume. Deux presses furent placées à Saint-Maurice et le journal prit le nom de *Gazette du Simplon*. » Archives cantonales, AVL 393, *Chronique manuscrite du chanoine Carraux*.

⁹¹ Louis Hignou. Issu d'une famille originaire de Saint-Join, près le Havre, réfugiée vers 1767 dans le pays de Vaud. Elle a donné, à Lausanne, trois générations d'imprimeurs. Officine qui était logée à la Cité-dessous, au No 10 de la rue Fabre. Elle a été reprise, en 1844, par Jules-Louis Corbaz et C. Robellaz. Ce dernier avait travaillé, un certain temps, chez l'imprimeur Advocat à Sion.

François-Louis-Henri Hignou, né à Lausanne le 29 août 1810, fils de l'imprimeur Jean-Jacob-Adam (1781-1832), lieutenant-colonel, et de Jeanne-Louise-Françoise, née Steinhäuser. Après son apprentissage fait dans la maison paternelle, nous le trouvons à Sion, comme compositeur à l'imprimerie Morand & Co, imprimeur du premier journal valaisan *L'Echo des Alpes*. Le journal conservateur *La Gazette du Simplon* s'étant créé et installé à Saint-Maurice, Louis Hignou en devient le prote, de 1842 au 12 avril 1843, date du saccage de cette imprimerie. Au début de 1844, Hignou est à l'imprimerie Morand, à Sion, jusqu'à la liquidation de cette officine, après l'interdiction de *L'Echo des Alpes* et le départ en exil de son fondateur-rédacteur Alphonse Morand. Pendant quelques mois, Hignou est à Lausanne, puis nous le retrouvons à Sion, où il exploite, à son compte, jusqu'en 1849, probablement l'ancienne imprimerie Morand au No 166 de la rue de Conthey (maison Berthod-Calpini, à l'angle de la dite rue et du Grand-Pont). En 1850, Hignou travaille avec l'imprimeur Etienne Ganioz et depuis lors nous perdons sa trace en Valais. Il retourne à Lausanne où il travaille à l'imprimerie Georges Bridel (1857-1887), de 1867 au 14 novembre 1874, date de sa mort. Hignou avait épousé à Pully, le 31 mai 1845, Marie-Elisabeth Rard, originaire de Martigny, qui est aussi décédée à Lausanne, le 20 juillet 1877, mariage sans descendance. La famille Hignou s'est éteinte dans cette ville le 29 juin 1937.

Cf. *La Feuille d'Avis de Lausanne et les Imprimeries Réunies*, publié à l'occasion du XXV^e anniversaire de la fondation, Lausanne, 1931. — *Procédures de 1841 et 1844 contre l'imprimeur Hignou*, Arch. cant., Sion, rayon 246-247, liasses 25-28, Nos 22-28. — *Sommission de payement pour avance de salaires dus à Louis Hignou par Alphonse Morand*, dans *Bulletin officiel du canton du Valais*, 1844, No 32, 10 août. — *Recensement de la ville de Sion 1850*, Arch. cant., Sion. — Lettre de Georges-Antoine Bridel, rédacteur aux Imprimeries Réunies à Lausanne, adressée à M. J.-B. Bertrand, lettre qui nous a été obligeamment communiquée par M. Ulysse Casanova que nous remercions.

Nos remerciements s'adressent aussi aux conservateurs des Archives cantonales du Valais et communales de Lausanne, pour tous les renseignements qu'ils nous ont obligeamment communiqués.